L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 25 JUILLET 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

C. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

PRIX DES L'ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE. $
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre $3.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $ 20 le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces entrent, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles ; pourvu que, dans aucun cas, cet escompte ne dépasse 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 25 JUILLET.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Un carré..	$12 mois.	$22 mois.	$30 mois	$ 50 mois	$ 75 mois
Deux "	22 "	38 "	50 "	90 "	125 "
Trois "	30 "	50 "	70 "	110 "	175 "
Quatre "	38 "	67 "	90 "	140 "	225 "
Cinq "	45 "	80 "	110 "	170 "	275 "
Six "	54 "	92 "	130 "	200 "	325 "
Sept "	60 "	105 "	145 "	230 "	375 "
Huit "	65 "	115 "	160 "	260 "	425 "
Neuf "	70 "	125 "	175 "	290 "	475 "
Dix "	75 "	135 "	190 "	320 "	525 "
Onze "	80 "	145 "	205 "	350 "	575 "
Douze "	85 "	155 "	220 "	380 "	625 "
Treize "	90 "	165 "	235 "	410 "	675 "
Quatorze "	95 "	175 "	250 "	440 "	725 "
Quinze "	100 "	185 "	265 "	470 "	775 "
Trente "	125 "	230 "	330 "	590 "	1000 "

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $ 20 le carré par mois.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré, pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces entrent, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles ; pourvu que, dans aucun cas, cet escompte ne dépasse 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 25 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Sheriff—à la Bourse des Négociants et des Encans, tous les droits, titres, &c., du défendeur, dans et pour deux années de l'établissement supérieur du restaurant No 25 de la rue Carondelet, entre les rues Common et Gravier.—Aussi, les meubles et effets du même dépôt.

Par J. M. Askew, constable—à midi au No 112 rue St Joseph : le fond d'une boucherie.

Par Julian Neville—à 10 heures, à la Presse Free Proof, Front Levee et Robin, une grande quantité de fournitures de quartier-maître.

Par Forstall & Spear — sur les lieux, 36, rue Bienville : le fonds de l'établissement de médicaments récents de M. Wright.

Par Palfrey & Coffin à la Bourse des Négociants et des Encans, un terrain dans le Quatrième District, dans la ligne entre les rues Laurel, Annunciation, Quatrième et Washington.

Par Vincent & Co—aux lieux, à 10 heures, au magasin d'Adler Easy & Co, 58, rue du Camp, grande vente de marchandises sèches.

Par Von Zinken à Sully—à la Bourse des Négociants : des Encombrés, sept terrains et cottages, situés dans le Troisième District, dans l'îlet compris entre les rues Notre Dame, Français, Caton, Chemin de Gentilly et Champs Elysées.

Par A. Feiber & Co—à leur salle d'encan, 89, rue du Commerce : marchandises sèches, habillements, &c.

Par Vincent & Co—à leur salle d'encan, 16, rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, &c.

Par Hoffman & Marks—à leur salle d'encan, No 38, rue de Chartres, cotton à drape blanc et écru, flanelle rouge, bleue et jaune, damiers et cotonnades, nankeens, chales de laine, valenciennes, &c.

Par Montgomery & Brown—au No 64, rue des Marais, divers en acajou et en noyer. — Aussi, un Delta Ware-House, rue Fulton, près Julie, 100 sacs sont.

ATTENTION!

1er Le Shérif d'Orléans procédera aujourd'hui à 10 heures A. M., sur les lieux, à l'adjudication du terme restant du bail de l'usage supérieur de la maison située au No. 35 rue Carondelet, Premier District, ainsi que des meubles et effets qui s'y trouvent. Voir aux annonces.

POUR MANDEVILLE, MADISONVILLE ET COVINGTON. — Le bateau à vapeur *Théo. P. Moy* partira ce matin à 10 heures, de la tête du vieux Bassin.

CANNES A SUCRE. — Nous avons reçu hier un échantillon de cannes à sucre qui nous rappelle le temps passé d'autrefois. Ces cannes sont très belles et très grosses pour la saison, et ne peuvent manquer de donner une bonne récolte. Elles viennent de l'habitation Dronet frères, gérée par M. Eugène Fortier, à Barataria. Les personnes qui nous ont apporté ces cannes nous ont dit qu'elles ont été prises au hasard sur une superficie de 250 arpents, qui présente dans toutes ses parties des échantillons d'une aussi belle venue. Il se trouve sur la même plantation 135 arpents de maïs de la plus belle apparence. Nous félicitons MM. Dronet d'avoir su attacher à la section de leurs terres un agronome aussi habile que M. Eugène Fortier.

VINS FINS.—MM. Dumonteil & Villaré, No 5, Front Levée, viennent de recevoir un envoi de vins fins qui méritent de fixer l'attention des consommateurs. Ces vins, dont on trouvera l'énumération dans une annonce insérée plus loin, sont particulièrement recommandés au public.

LATTES! LATTES!—Les constructeurs sont prévenus qu'on offre à vendre 150,000 lattes à encourager des rues Tchoupitoulas et Piesant, dans l'District.

Nous lisons dans le *Manchester Times*, d'octobre 1865 :

EXTRAIT DE BOUCHU.—L'Extrait de Buchu n'est pas un médicament patenté, c'est simplement l'extrait de cette plante qui croit spontanément au Cap de Bonne-Espérance, Afrique, et dont les vertus médicinales n'ont pas rencontré de différence sensible depuis dans tous les cas où il a été reconnaître.

Récemment, le grand chimiste de New York, ne se satisfaisant pas de la préparation qu'une méthode supérieure à l'exception de la valeur médicale de la plante mise à part, a tout le principe vital. Tous ceux qui ont visité les nombreux laboratoires disent que c'est l'un des établissements de ce genre le plus étendu et le plus complet de monde, et ils le considèrent avec raison comme une des choses à opposer à la science européenne. Récemment le grand chimiste de New York, procéda à la préparation de l'extrait de Buchu et en soumit un échantillon à M. Dronet, à Manchester, qui le trouva d'une force et d'une pureté extraordinaires. Il a été depuis introduit en Angleterre, et il a obtenu un succès sans précédent. Il est vendu par tous les pharmaciens et marchands de médecines patentées, et il est recommandé par les médecins les plus éminents. Il est aussi en vente chez M. Eugène Fortier.

NOUVELLES DES PAROISSES.

(Lumignon de St Jacques.)

MEURTRE.—Le coroner A. Gourdain a fait, samedi dernier, la levée d'un cadavre dans l'un des fossés de l'habitation H. Castrille. C'était le cadavre d'un jeune nègre de 19 à 19 ans, employé sur la dite habitation. Le victime, mis découvert d'herbes, la face contre terre, avait été frappée avec une violence et une rage que n'explique que par la rage ou l'infernale jalousie. Une baïonnette paraît avoir été l'instrument de mort et de vengeance, s'il faut en croire par une large et profonde blessure au sein. Le crâne était meurtri, entaillé, sanglant, témoignage d'une vie difficile à fuir. On prétend même que la strangulation acheva l'œuvre commencée par le fer.

Quel est l'assassin?

Un nègre de la même habitation a été arrêté comme inculpé de meurtre. Sa haine profonde pour la victime, quelques batailles précédentes, un sentiment effroyé de jalousie, une conduite qui ne fut pas toujours régulière, tout cela doit rester sévère l'appréciation de Willis.

Si les soupçons de meurtrier restent sur victime sont prouvés devant la cour, en admettant que le prisonnier soit le meurtrier, il sera acquitté par le jury, dont les circonstances atténuantes d'une effrayante passion de noir ne seront pas passées dans la balance de toutes les passions humaines.

(Courrier des Opéloussas.)

Vendredi de la semaine dernière, un nommé Toby Provot, homme de couleur libre, a été tué d'un coup de fusil par M. Richard Cary, un fils adoptif de notre vigilant shérif.

Voici dans quelles circonstances ce malheureux a rencontré la mort : M. Cary et M. Provot étaient avant-hier assis placés en embuscade, à Mallet, dans une expédition organisée pour opérer l'arrestation d'un certain individu. Ayant aperçu un cavalier qui approchait, ces messieurs remarquèrent qu'il était armé d'un fusil ; ils reconnaissant Baptiste Provost, courge qui ils étaient postés de manière à ne pas être aperçus. Provost, ayant fait une trentaine de pas, en s'accostant Baptiste approchait toujours, et ayant reconnu M. Joubert (et ne supposant pas que M. Cary), lui dit : « Eh bien ! je te connais, mon ami Joubert ; ... ! je ne poursuivais à faire ton ami, et je ne poursuivais à faire ton ami, quand M. Cary, qui était une moyenne, le nomma deux fois, mais en vain, de se rendre, et alors il lui déchargea en face sa pleine poitrine. Quelques heures après il avait cessé de vivre.

Baptiste Provost était, à ce qu'il paraît, un de ces malfaiteurs qui, tapis dans les forêts, les ravins, sans cesse vervoient leur sang pour le moindre mot, volaient, pillaient et incendiaient sans demeure, jetant dans le service dans tout le pays.

Nouvelle combinaison pour le Mexique.

Il n'était bruit depuis quelque temps à Washington que de plans nouveaux relatifs à l'avenir du Mexique. On en parlait tout bas et même quelque fois tout haut ; on y croyait on on n'y croyait pas. On en indiquait la source ou on la taisait ; on faisait entrer dans ces bruits M. Seward ou on le tenait à l'écart. Tantôt il s'agissait d'Ortega, tantôt de Santa Anna ; tantôt de république, tantôt d'empire ; Napoléon et Maximilien, quoique peu à la mode en Amérique, jouaient aussi leur rôle dans ces romans féodaux de tous les jours, romans peu attrayants et qui pour la plupart mouraient avant de naître, c'est-à-dire avant d'avoir alléché la crédulité de qui que ce soit.

On prétend néanmoins aujourd'hui en savoir davantage et la balle paraît avoir fait explosion. On l'avait tant chargée qu'il fallait bien qu'elle éclatât et, comme de coutume, c'est le *Herald* de New-York qui a voulu avoir l'honneur de cet éclat.

Un de ses nombreux rapporteurs lui a adressé de Washington l'histoire suivante : M. Romero fait dire, au moyen de ses amis, que Sabta Anna tâche d'obtenir le contrôle des forces libérales dans le but, suivant une convention déjà passée, de les livrer toutes à Maximilien dont l'entreprise alors deviendrait facile. M. Seward s'ignore pas ce plan et il serait d'accord avec Napoléon pour le mettre à exécution avant le retrait des troupes françaises. Si toute l'armée libérale se rendait à la fois, on supposa que Maximilien n'aurait pas besoin, pour se soutenir, de forces étrangères.

Voilà l'histoire lancée par le *Herald* et à laquelle le public ajoutera probablement peu de foi. Mais parce que celle-ci ne serait pas fondée, il ne faudrait pas en conclure qu'il n'y en ait pas d'autres et de plus croyables. Par exemple, le télégraphe d'hier matin parlait d'un traité passé entre Maximilien et le ministre français Dano, traité suivant lequel 20,000 Français resteraient pendant cinq ans au service du Mexique.

Ce traité la pourrait bien être plus qu'un roman, attendu qu'il est fort exécutable. Maximilien n'est fait Mexicain, et si le drapeau français disparaît du Mexique, Maximilien devient un homme tout-à-fait national. A ce titre, les Etats-Unis n'ont rien à objecter. Les 20,000 Français, restés au Mexique, n'y combattraient pas pour la France, mais pour soutenir un gouvernement parfaitement mexicain, et la chose, au point de vue de la neutralité, est parfaitement légale. Il est vrai que les Etats-Unis pourraient vouloir protéger aussi 20,000 Américains à Juarez, à Ortega ou à tout autre, mais aucun de ces hommes ne se présente le peuple mexicain. Les pouvoirs de Juarez, expirés depuis longtemps, ne sont plus reconnus de personne au Mexique, pas même sur les frontières du Nord où il se trouve aujourd'hui ; le pays non plus n'a pas élu Ortega, et les dissidents armés ne représentent réellement qu'eux-mêmes. En conséquence, les 20,000 Américains qui seraient envoyés au Mexique n'ajouteraient qu'une force de filibustiers à celle des guerillas qui ne se disent même pas prétendants. Ni Alvarez, ni Comonfort, Porfirio Diaz, Canales, Escobedo ou Carvajal ne reconnaissent d'autorité républicaine légale au Mexique. Ils combattent pour avoir des villes et s'entretenir à leurs dépens. C'est la tout le spectacle légal qu'ils donnent. Ils donnent partout et n'édifient rien.

Evidemment, les Etats-Unis ne seraient pas admis à leur prêter main-forte puisqu'ils ne constituent aucune autorité légitime. Quand les 20,000 Français auront définitivement un gouvernement reconnu du peuple, un gouvernement national, libéreux, progressif, civilisateur et légitime, les 20,000 soldats américains n'y soutiendraient que le pillage et l'anarchie. Leur présence au Mexique serait une violation de la neutralité que le gouvernement américain s'est engagé à observer vis-à-vis du nouvel empire, et à laquelle il ne pourrait manquer sans commettre un très gros outrage à la foi des nations.

Les raisons tendant à faire croire à ce plan ne manquent pas. D'abord, il nous a toujours semblé que l'empereur Maximilien n'était fort pas ainsi de la détermination prise par le gouvernement français de lui retirer l'appui de ses troupes ; et en second lieu, Maximilien n'a fait aucun acte ni pris aucune mesure annonçant de sa part la moindre intention d'abandonner ou de retraite.

Les événements survenus depuis n'ont pas été de nature à ajouter à la fortune dans son premiers projets. Toute la frontière du nord-est perdue, le port de Tampico sous feu sur le point de l'être ; un revenu de douane amenuisé quand on revient d'ailleurs est déjà si faible, un découragement partiel, au moins, parmi ses plus fermes soutiens ; l'opposition du gouvernement américain à des envois de troupes européens et le soulèvement manqué à donné lieu, aux extrémités de l'Empire, la nouvelle de son isolement prochain ; certes, tout cela de nature à faire porter Maximilien à se mettre à l'abri de sa propre fortune. Il faut donc qu'on ait cet homme soit doué d'une force d'âme peu commune, ou qu'il ait reçu des assurances de secours et de soutien que le monde ignorées.

Même aujourd'hui, toutes les nouvelles reçues de Vera-Cruz indiquent la persistance et l'industrie de Maximilien ; aucune indulgence l'irrésolution ou la faiblesse, et encore moins l'intention de quitter le pays.

La grande idée qui l'a préoccupé jusqu'ici et qui le préoccupe toujours, est d'attirer au Mexique l'immigration européenne, et le décret qu'il a lancé dernièrement doit produire un immense effet. Tout étranger naturalisé par lui se fait mexicain, aura droit à la citoyenneté mexicaine, s'il a une profession, une industrie ou simplement une manière honnête de gagner sa vie. D'après cela, la naturalisation ne sera refusée à personne. Qu'on dise encore qu'un empire ne peut être populaire et libéral. Les Etats-Unis n'ont jamais été libéraux à ce point. Ainsi, au Mexique désormais, admission de tous les étrangers aux droits civils et politiques et délivrance de certificat sans frais, l'immunité étant complète et sans réserve.

Ce décret seul ouvre au Mexique une ère nouvelle. Il fera tomber à néant la haine des Mexicains pour l'étranger et attirera dans l'empire une foule d'Européens qui l'enrichiront de leurs labeurs. Ce décret peut sauver Maximilien

En attendant, sa position n'a rien de désespéré. Le même arrivage qui annonce le fameux décret sur la naturalisation, donne aussi des nouvelles générales de tous les points du Mexique, et nous voyons que si les libéraux se montrent partout plus actifs, ils n'ont encore, à l'exception de Matamoros, aucun autre point vraiment important. Toutes les grandes villes et les chemins de fer sont encore dans les mains des impérialistes.

Comme par le passé, les libéraux paraissent opérer par petites bandes de guérillas, et tant qu'ils feront ainsi, ils ne pourront qu'inquiéter les Etats frontières, particulièrement ceux du Pacifique et du Nord. Ils seront obligés de concentrer leurs forces pour enlever les places principales, et s'ils le font, au lieu de prendre ces places, ce sont eux qui seront pris.

Il est même sûre de voir par ces nouvelles que le rappel des troupes françaises, bien qu'il ait découragé et inquiété beaucoup de gens, n'a pas cependant amené les désertions impériales en masse sur lesquelles on avait compté les ennemis de l'ordre nouveau. Les impérialistes, au contraire, sont aussi décidés que jamais à le soutenir, et leurs rangs se composent de tous les hommes les plus influents, les plus considérables et les plus riches du pays.

A en juger d'après le ton de ces nouvelles, on peut donc aller jusqu'à dire que Maximilien pourrait se soutenir sans l'appui d'aucuns secours étrangers. Que sera-ce donc si 20,000 soldats français restent cinq ans encore à son service sous le drapeau mexicain !

UNE INVENTION A FAIRE SAUTER LE DIABLE.

Il existe à Paris un Américain qui est bien connu déjà par de belles inventions, et qui écrit nerveusement quand on lui parle de la guerre. Vienne votre bon pays à avoir la guerre, et le jour France même avant New-York, et là le lui prouvera. Ils entendu des batailles en France, en Allemagne, en Italie : pauvres soldats ! Mais je puis maintenant, quand bon me semble, me débarrasser... d'un bataillon.

Allons donc, un bataillon. Je ferai sauter toute une armée comme jadis vous lanciez au l'air deux ou trois fusées. Une armée, c'est une fourmi ! Toute armée contient et renferme en bataille, je demande un quart-d'heure pour le coucher par terre, sans le moindre effort de main part.

L'Américain n'est pas de la Gascogne, et il ne laisse pas que d'intriguer quelques vieux grognards.

— Sur quel principe basez-vous votre invention ?

Il garde le silence le plus carnéciné chaque fois qu'on lui pose cette question ridiculement vaine.

— Mais enfin, prouvez ce que vous avancez.

— L'inventeur continue son rire sardonique. Venez, puisque vous me prenez pour un fou. Il m'entraîne aux visiter au fond d'un petit jardin qui entoure sa maison.

Une sorte de guérite est disposée sur une sorte de pierre de taille : mince coup d'œil, vaste champ d'opérer. Examinez-moi cette machine, dit-il, si on approche le moindre truc. On ne voit, en effet, rien que de *ce* guerre sur un sol creux.

Eh bien ! la guérite va monter dans l'air comme par enchantement. Et, en effet, en signal donné, une fusée pousse entour la guérite, qui s'élève à quelque mètres en l'air.

Une détonation très faible accompagne ce tour de passe-passe.

Quelques jours après quelqu'un de notre connaissance s'informe auprès de lui pour savoir ce qu'il devenait. Il répondit avec un sourire : « Il est mort ! » et il se chargea, des mêmes termes, de toutes les années de l'univers. Alors plus de guerre, et Dieu nous bénit. Cet Américain pourra rendre un grand service à l'humanité.

Nouvelles de Paris.

Nous empruntons ce qui suit à la correspondance particulière du *Messager de New-York*, datée du 3 juillet :

Je vous ai dit que la cause des Prussiens était peu sympathique en France, et cela est vrai. Cependant, depuis qu'on voit leurs succès bien affirmés, notre Bourse monte. Les fonds italiens qui se sont longtemps péniblement traînés sur le marché à 70 fr. sont aujourd'hui à 62. Est-ce enthousiasme pour les vainqueurs ? Mon Dieu ! non : mais on sent que les succès des Prussiens profitent, indirectement, aux Italiens, on espère qu'ils leurs profiteront encore plus par la suite, et voilà pourquoi on hausse à la Bourse.

Le bruit a couru aujourd'hui que les Autrichiens du quadrilatère avaient franchi la Minicio : à l'heure où je vous écris, aucune dépêche confirmant ce bruit n'est encore venue jusqu'à nous : cette nouvelle, si elle était exacte, serait de la plus haute gravité, car l'opinion pousserait immédiatement la France à jeter son épée dans la balance.

Notre session du Corps législatif est close depuis samedi : dans un petit discours de clôture, M. le président Walewski a déclaré qu'elle marquerait dans les *Annales Parlementaires*. Le mot a fait sensation, a un moment ou le parlementarisme n'est guère à l'ordre du jour.

Que pense ? On nous annonce au futur, un sénatus-consulte, modifiant le sénatus-consulte du 24 novembre 1860, qui a rétabli la publicité des débats et la discussion de l'Adresse. Quelle réforme apportera dans le régime de la législature le nouveau sénatus consulte ? Les on dit qui courent depuis quelques jours déjà, et qui ont pris assez de consistance pour que plusieurs de nos journaux, la *France*, la *Patrie*, l'*Avenir National*, s'en occupent assez sérieusement, prétendent qu'il n'agit de supprimer, à l'avenir, la discussion de l'Adresse. Elle est, il faut avouer, souvent très désagréable pour la politique impériale ; mais enfin, elle est dans les mœurs, et ce ballon nouveau qu'on pousserait sur la bouche de nos députés, à propos de toutes les grandes questions qui intéressent l'Etat, serait un acte de fort mauvaise politique : l'opinion le considérerait comme un coup d'Etat. On dit, bien que, comme compensation, le droit d'interpellation serait rendu aux députés, mais pour qu'il put l'exercer, il faudrait que le député interpellant soumit d'abord aux bureaux l'objet de son interpellation, et que ceux-ci l'autorisassent. Or, vous connaissez la composition de notre Corps législatif ; vous savez combien peu la majorité, tout en s'écornant un peu, est disposée à laisser les membres de l'opposition inquiéter le gouvernement par des questions indiscrètes. Vous comprenez donc immédiatement qu'un droit acquis n's'agirait de substituer un droit aux trois-quarts illusoire.

Il est vrai que si, dans l'avenir, un Corps législatif composé en majorité d'opposants, était envoyé par le suffrage universel, ce droit d'interpellation deviendrait dangereux ; mais alors, si on avait le front d'user de pareil vigueureux, ne pourrait-on pas, — le Sénat aidant, et il aiderait toujours, — défaire par un nouveau sénatus-consulte ce qu'on aurait fait par un autre ?

Quoi qu'il en soit, les projets impériaux n'ont pas encore été soumis au Corps qui siége au palais du Luxembourg. Or, c'est la une des formalités à accomplir préalablement. Notre souverain besiterait-il dans ce coup de tête de modifier, et il faut le dire, de réforme rétrograde ?

J'ai entendu, du reste, certaines personnes soutenir que non seulement on n'enlèverait pas le droit de discuter l'adresse, mais que l'on rendrait à nos législateurs le droit, bien amoindri, de présenter des amendements. Eh bien ! ... *Times Dromos*. Je crains pour nos poches. Si les réformes projetées sont purement libérales, je redoute beaucoup qu'on ne les accorde que justement pourquoi. On disait seulement qu'il y avait des nouvelles très importantes et très satisfaisantes.

A dix heures, les dépêches télégraphiques annonçant la reddition de toute l'armée hanovrienne et des victoires en Bohême ont été affichées dans toutes les rues.

Une foule immense s'est rassemblée devant le palais du roi. Le roi et la reine ont paru au balcon ; la cour a salué par des acclamations enthousiastes.

Alors le roi a fait un signe de silence, et il a lu lui-même les dernières dépêches télégraphiques devant le peuple.

Une heure plus tard, la foule s'est rassemblée devant l'hotel de M. de Bismark en poussant des hourras qui ne semblaient pas vouloir finir. Alors le ministre prussien a fait paraître sur son balcon, pour exprimer ses remerciements au peuple.

Une voix parmi la foule a crié : « Que la Prusse réussisse à exposer sur l'autriche bors de l'Allemagne et à lui assigner la place qu'il lui convient ! »

M. de Bismark a répondu : « J'espère que les derniers événements contribueront d'une manière bien décidée à la solution définitive de la question allemande. »

Les paroles de M. de Bismark sont considérées par tout le monde ici comme l'indication que le gouvernement prussien d'incorporer à la Prusse le royaume de Hanovre.

Deux heures de l'après-midi, les scènes du matin se sont répétées. Le ministre a été acclamé encore une fois en se rendant au palais du roi.

Aujourd'hui, on a exposé dans toutes les brasseries, les cafés et les restaurants, des Adresses de loyauté, lesquels se sont couvertes de nombreuses signatures.

Plus de quatre mille, en quelques heures, plus de 30,000 personnes ont signé.

Le *Siècle* publie la correspondance suivante de Brunnan (Bohême), 25 juin :

J'ai assisté aujourd'hui à un spectacle qui ne s'effacera jamais de ma mémoire : l'entrée d'une grande armée en victorieux ennemi.

Nous sommes en Bohême.

Ici, au milieu de pays sans incomparables, quelque chose de poignant me saisit : ces riches villages sont presque entièrement abandonnés. Les habitants ont fui ou se cachent au fond de leurs caves. Ces maisons en bois ou en pierre, avec leurs grands toits de chaume, offrent le plus triste aspect : mais elles sont vides. Les grands verrons s'écaillent sur les portes.

Les riches sont partis, s'imaginant que les Prussiens allaient les dépouiller comme s'ils étaient des Grecs. Les pauvres seuls sont restés. Et des femmes au regard affolé, à la main tremblante, se tiennent au seuil des chaumières avec des cruches d'eau. Elles offrent à boire au soldat altéré ; elles espèrent de la sorte obtenir sa pitié. Ce spectacle de vieilles grand'mères tendant la cruche d'eau à de pauvres soldats affamés par la marche, m'a rempli jusqu'au cœur des entrailles. Je demande à le Français le plus sceptique d'assister à cela d'un œil sec.

Le grand Prussienne s'est comporté de la manière la plus digne. Je le dis ici non-seulement pour qu'on le sache à Paris, mais aussi à Vienne. Pas un objet n'a été arraché ni frotisé le long des routes ; pas un verre de bière n'a été tiré sans être payé au nouveau de l'argent.

Les paysans dans du nord de la Bohême n'en parviennent guère leurs yeux. Ils à mesure que nous avançons ils se pressaient plus nombreux autour de nous.

A deux heure et demie nous entrions dans la petite ville de Brunnan. A l'entrée du pont, une foule de femmes, de jeunes filles et d'enfants nous attendaient, se serrant les uns contre les autres, et nous souriaient comme pour désarmer ces terribles Prussiens qui les ramenaient du regard et du geste.

— On écrit de Paris le 4 juillet :

L'ambassade prussienne à Paris, qui a illuminé récemment à l'occasion des dernières défaites des Autrichiens, illuminera sans doute encore aujourd'hui.

J'avais oublié de vous dire qu'on a vu une bande de jeunes gens parcourir certains quartiers du faubourg Saint-Germain en criant : *Vive la Prusse !*

La Bourse a accueilli ce nouveau succès du roi Guillaume, par une hausse formidable. Notre rente est montée à 65 fr. et plus ; les rentes italiennes à subitement passé de 39 à 45 75. Les autres valeurs ont suivi le même mouvement ascensionnel.

Plus que jamais il est question du sénatus-consulte qui supprimerait la discussion de l'Adresse. Ce projet est l'objet d'une réprobation des plus marquées ; elle est tellement forte, qu'il serait possible que, selon son habitude, lorsqu'elle rencontre des résistances trop vives, la politique impériale recule.

Voici, du reste, ce que dit à ce sujet le journal la *France*, à qui ses relations permettent d'être parfaitement informé :

« Un journal du soir a publié le premier article du projet de sénatus-consulte.

» Ce journal est allé trop vite ; aucun projet n'est encore formulé, et c'est aujourd'hui seulement que l'empereur a dû réunir quelques-uns de ses conseillers pour examiner, dit-on, les modifications qu'il est question d'apporter à notre pacte fondamental.

» Si nous sommes bien informés, ces modifications seraient les suivantes :

» 1o. La discussion de l'Adresse serait supprimée.

» 2o. Le droit d'interpellation serait accordé au sénat et au corps législatif ;

» 3o. L'exercice de ce droit serait entouré de formalités réglementaires, et les interpellations ne pourraient avoir lieu au sénat que si elles étaient autorisées par trois bureaux sur cinq, et au corps législatif par cinq bureaux sur neuf ;

» 4o. Le droit d'amendement serait élargi ;

» 5o. Les pétitions touchant aux réformes constitutionnelles ne pourraient être discutées au sénat que sur l'autorisation de la majorité des bureaux ;

» 6o. Enfin, les circulaires électorales ne devraient pas contenir d'attaques à la Constitution, sous prétexte d'un appel à la modification.

» Il y a eu ce matin, chez l'empereur, une réunion de quelques-uns des ministres pour examiner le projet de sénatus-consulte.

» M. le président Troplong et M. le président Walewski assistaient à cette réunion.

» Le conseil privé sera convoqué ultérieurement. »

La Session du Corps Législatif.

Voici, d'après le *Moniteur*, la fin de la séance du 30 juin :

M. Busson-Billault, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la présente séance.

M. le président demande s'il y a pas d'observations sur le procès-verbal ?

Le procès-verbal est adopté.

Vive chers collègues, (Mouvement général d'attention et profond silence.)

En prenant possession de ce fauteuil au commencement de la session, je vous demandais un concours bienveillant et sympathique. Ce concours, vous me l'avez accordé sans réserve et au-delà de mes espérances. Je vous en remercie cordialement, car c'est par lui et uniquement par lui que j'ai pu faire face à la difficile et délicate mission qui m'avait été confiée. (Très bien ! très bien !)

» Votre session a été laborieuse et elle n'aura pas été stérile. Indépendamment de grandes discussions politiques qui l'ont signalée, vos délibérations approfondies sur l'agriculture, sur votre régime économique, sur la marine marchande, sur le système financier, sur la navigation des fleuves et sur l'art. ont prouvé au pays avec quelle sollicitude vous vous occupez de tous les intérêts généraux et de toutes les améliorations qui peuvent être réalisées. (Oui ! oui !)

» Qu'il me soit permis de rappeler l'élévation, l'étendue et la variété des questions qui ont été traitées, et de vous féliciter d'un ensemble de travaux qui assignent à cette session une place considérable dans nos annales parlementaires. (Marques d'assentiment.)

» Nous allons nous séparer, mes chers collègues, pour aller reporter dans les départements la pensée qui a dirigé nos travaux et la sympathique impression que nous gardons de la France. (Vive adhésion.)

» En prenant congé de vous, permettez-moi d'exprimer la certitude, la conviction que notre session laissera dans l'armée prussienne, et dont on avait déjà pu constater l'importance pendant la guerre de Danemark, est d'un maniement constant et d'un très grand secours. Il est, en effet, très apte à faire connaître, en toute franchise, l'état d'une société mise en jeu par l'ébranlement que la guerre imprime à toutes les classes de la population, et à rendre bien l'idée, il est comme elle. Voilà une victoire obtenue, il faut le dire, par la pression de l'opinion. Il faut quelquefois compter avec elle ci.

PRUSSE

Berlin, 29 juin.

Hier les nouvelles provenant du théatre de la guerre étaient mauvaises. Les combats livrés sur les frontières de Bohême et de la Moravie étaient restés sans résultats. Sur la frontière du Hanovre, au contraire, l'armée prussienne avait du subir un échec bien décidé.

Le bataille s'est livrée près de la petite ville de Langensalza, située dans la Vallée de la rivière Unstroet, presque sur la frontière prussienne. Il faut avouer que les Prussiens, sur ce point, avaient mécontinué un peu trop les forces hanovriennes.

L'armistice conclu aux Hanovriens pour leur capitulation n'ayant point été suivie d'aucun résultat, le général Flies a voulu trop hardiment faire prisonnier tout le corps hanovrien qui se trouvait en face de lui, sans calculer suffisamment la proportion entre ses propres forces et celles de l'ennemi. Toutefois, c'était une opinion répandue partout, dans l'armée prussienne ainsi que dans les localités qu'on venait de traverser, que l'armée hanovrienne était décidée à ne pas se rendre sans avoir tenté de se frayer, par la force, un chemin à travers les rangs ennemis.

Quoi qu'il en soit, les Hanovriens ont fait preuve d'une grande bravoure. Ils ont attaqué l'ennemi avec impétuosité, et ce n'est qu'après avoir perdu le quart de leur effectif qu'ils ont mis bas les armes.

Les pertes sont grandes de part et d'autre. Le général Flies, ayant attaqué l'ennemi n'est pas encore arrivé en face du gros même de l'armée hanovrienne. Refoulé sur plusieurs points, il a été forcé à battre en retraite laissant deux mille de l'ennemi sur le carreau, ses blessés et un certain nombre de prisonniers et de munitions de guerre.

Les pertes vous sautrer que la perte des Prussiens, en tout cas, n'a pas été inférieure à 1,500 hommes, peut-être même beaucoup plus.

La tristesse était grande à Berlin. Le 20e régiment de la landwehr, qui avait souffert surtout de graves pertes, dans cette affaire, était composé de Berlinois. Par cette raison, on n'a pas osé publier le résultat de ce combat, la dépêche officielle que vous connaissez est très-réservée.

Malgré cette victoire les Hanoviens se sont rendus le lendemain. Leur bonneur militaire était sauvé dans le combat du 28.

Ces mauvaises nouvelles ont exercé une vive influence sur les cercles les plus hauts de notre ville. On assurait que M. de Bismark avait offert sa démission le même jour (le 28 ou le 29), à cause d'une démarche faite auprès du roi par la reine de Prusse en faveur du roi de Hanovre. Le ministre de la guerre aurait aussi donné sa démission.

Ce revirement, cependant, n'a pas été de longue durée. Aujourd'hui, la démission de M. de Bismark est plus ferme que jamais. Le roi repousse décidément les demandes de la reine et c'est railie plus que jamais à la politique de son premier ministre. Les bonnes nouvelles du théatre de la guerre qui sont arrivées aujourd'hui ont sauvé encore plus la position de M. de Bismark.

Depuis hier, en effet, tout a changé d'aspect. Berlin n'est plus reconnaissable. Partout règne un véritable enthousiasme.

Hier, à sept heures du matin, des salves de canon ont annoncé des avantages militaires remportés en Bohême. A huit heures, les rues étaient pavoisées et encombrées de personnes qui ont poussé des cris d'allégresse sans arrêt jusqu'au soir. Vous comprenez donc immédiatement qu'un droit acquis n'a agirait de substituer un droit aux trois-quarts illusoire.

Il est vrai que si, dans l'avenir, un Corps législatif composé en majorité d'opposants, était envoyé par le suffrage universel, ce droit d'interpellation deviendrait dangereux ; mais alors, si on avait le front d'user de pareil vigueureux, ne pourrait-on pas, — le Sénat aidant, et il aiderait toujours, — défaire par un nouveau sénatus-consulte ce qu'on aurait fait par un autre ?

Quoi qu'il en soit, les projets impériaux n'ont pas encore été soumis au Corps qui siége au palais du Luxembourg. Or, c'est la une des formalités à accomplir préalablement. Notre souverain besiterait-il dans ce coup de tête de modifier, et il faut le dire, de réforme rétrograde ?

J'ai entendu, du reste, certaines personnes soutenir que non seulement on n'enlèverait pas le droit de discuter l'adresse, mais que l'on rendrait à nos législateurs le droit, bien amoindri, de présenter des amendements. Eh bien ! ... *Times Dromos*. Je crains pour nos poches. Si les réformes projetées sont purement libérales, je redoute beaucoup qu'on ne les accorde que justement pourquoi. On disait seulement qu'il y avait des nouvelles très importantes et très satisfaisantes.

A dix heures, les dépêches télégraphiques annonçant la reddition de toute l'armée hanovrienne et des victoires en Bohême ont été affichées dans toutes les rues.

Une foule immense s'est rassemblée devant le palais du roi. Le roi et la reine ont paru au balcon ; la cour a salué